

L'aquilon

20 ans

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 21 numéro 4, 3 février 2006

Gouvernement conservateurs

Les francos se préparent au changement

La Commissaire aux langues officielles du Canada, le directeur général des programmes d'appuis aux langues officielles de Patrimoine canadien, le ministre responsable des langues officielles des TNO, la directrice de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et le président de la Fédération Franco-Ténoise commentent le changement de gouvernement.

Page 3

L'assimilation, meurtre ou suicide ?

L'école homogène française fait de meilleurs bilingues que l'école d'immersion.

Page 5

Les échos des audiences publiques

Les audiences publiques sur le projet gazier du Mackenzie sont entamées depuis le 25 février à Inuvik. Survol.

Page 6

Section spéciale Nunavut

Pages 7 et 8

Sommaire

Éditorial	Page 4
Mots croisés	Page 12
Offres d'emploi	Page 10



Batiste W. Foisy

Patrice Lapointe interprète -- fort bien -- le navigateur franco-ténois solitaire, abandonné sur les flots tumultueux de la résistance linguistique, lors de la soirée d'ouverture de la 37^e assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-Ténoise.

27^e assemblée générale de la FTT

Fernand Denault réélu

Batiste W. Foisy

Fernand Denault est reparti de la 27^e assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-Ténoise (FFT), qui avait lieu la fin de semaine dernière, avec un troisième mandat de deux ans consécutif à la présidence.

Seul sur la ligne de départ, il a été élu par acclamation, lui et tous les cinq autres administrateurs de l'organisation francophone territoriale.

Richard Létourneau d'Inuvik a accepté la vice-présidence. Marie-Christine Aubrey de Fort Smith (réélue), Diane Boudreau de Yellowknife, Rachelle Kinsler d'Inuvik et Michael St-John de Hay River (réélu) se partagent les sièges régionaux.

L'an dernier, l'assemblée générale avait été marquée par certaines dissensions entre le délégué de l'Association franco-culturelle de Yellowknife, Martin Dubeau et le président de la fédération. À un certain point, Fernand Denault avait même signifié haut et fort que son poste allait faire l'objet d'une élection l'an prochain.

Mais cette fois-ci, pas de chichi. Dubeau n'était pas du nombre et toutes les résolutions ont été adoptées à l'unanimité dans une cohésion presque

mécanique des délégués.

Seule ombre de la division entre Yellowknife et la Fédération : une proposition du conseil d'administration de l'Association franco-culturelle de Yellowknife dans laquelle on stipule que : « il est contre-productif de limiter la nature de [ces] différents à des conflits ponctuels entre personnalités. [Mais que] au contraire, de tels conflits de personnalités ont été, à travers l'historique de la relation entre les deux groupes, le symptôme de dysfonctionnements plus structurels. »

La proposition de l'AFCY, qui demandait entre autres qu'on limite à deux le nombre de mandats consécutifs des administrateurs, sera revisitée par le conseil d'administration de la FFT

Questionné sur l'avenir de son organisation, le président Denault affirme ne pas considérer le maintien de l'unité de l'organisation comme un dossier très préoccupant.

Centre scolaire

Denault estime que l'implantation d'un centre scolaire-communautaire à Yellowknife sera une priorité de l'exercice 2006.

« Le projet de centre scolaire-communautaire doit avancer nous avons un con-

sensus de concept. Il faut faire avancer ça le plus vite possible », dit-il.

L'agrandissement de l'école Allain St-Cyr a été annoncé officiellement par le ministre de l'Éducation, Charles Dent, dans une allocution prononcée lors de l'assemblée générale.

« On travaille à la préparation des plans, avec l'apport des parents, des élèves et des membres de la communauté. Nous croyons que cette planification permettra la croissance et le développement à long terme de l'école », a déclaré en français le ministre Dent

Pour la partie communautaire du projet, c'est différent. « Quand j'ai parlé à votre président et au président de la Commission scolaire, j'ai été content d'apprendre que, bien qu'ils reconnaissent que le centre communautaire devrait faire partie d'un édifice à multiples fonctions, l'agrandissement de l'école devrait avoir la priorité », a poursuivi celui qui est également ministre responsable des langues officielles.

Denault affirme qu'il s'agit d'une « interprétation du ministre » et offre

AGA de la FFT
Suite en page 2

ÉCHOS des T.N.-O.

Batiste W. Foisy

Session législative en *live*

L'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest a repris ses travaux. Mercredi, le sergent d'armes, Brian Thagard, a déposé la masse sur son socle et le débat s'est rouvert. Cette session-ci, l'Assemblée législative fait des efforts pour rendre ses travaux plus transparents. La chambre a été équipée de *webcams* et les séances sont retransmises en direct sur le site *www.assembly.gov.nt.ca*. Une version vidéo et une version audio sont disponibles. La station de radio communautaire autochtone CKLB rediffusera également les travaux de l'Assemblée en différé tous les jours de 19 h à 21 h. De plus les résidents de Yellowknife pourront suivre les séances à la télévision communautaire (la chaîne 20), du lundi au vendredi, de 8 h à 10 h. Des pourparlers ont lieu pour la création d'une station de télévision expressément dédiée aux travaux des trois assemblés législatives du Nord.

Putsch Simpson

Mardi, le ministère des Affaires municipales et communautaires a démantelé le conseil municipal de Fort Simpson et mis fin prématurément au mandat du maire Raymond Michaud. C'est une dispute entre le corps des pompiers volontaires de Fort Simpson et l'administration de la communauté du Deh cho qui a forcé l'intervention du ministère. La semaine dernière, le chef et le chef adjoint des pompiers de Fort Simpson ont démissionné. Le ministère affirme avoir tenté pendant plusieurs jours de résoudre à l'amiable le différent avant de se résoudre à dissoudre le conseil municipal. C'est un administrateur du ministère des Affaires municipales qui gère maintenant la municipalité d'environ 2000 habitants. « Je souhaite signifier aux résidents de Fort Simpson que ce n'est pas l'intention du gouvernement des TNO de prendre en charge l'administration de votre village. La priorité de l'administrateur que nous avons nommé sera d'initier le processus d'élection d'un nouveau maire », a déclaré le ministre des Affaires municipales, Michael Mcleod dans un communiqué de presse.

Vols de ski-doos

Les vols de motoneiges sont en hausse. Ces dernières semaines huit vols de motoneige ont été rapportés à la Gendarmerie royale, un nombre plus élevé qu'à l'accoutumé, même pour la saison haute de la motoneige. La GRC recommande aux propriétaires de motoneiges de ranger leurs engins dans un garage barré à clef. Si cela est impossible, on recommande alors de cadenasser la motoneige avec une chaîne solide et de la laisser dans un endroit bien éclairé. On recommande également de prendre des photos de votre ski-doo pour aider la police dans ses recherches advenant un vol.

Cambriolages

Deux cambriolages ont eu lieu dans la région de Yellowknife cette semaine. Le premier est survenu dans une cabine du lac Walsh. Le propriétaire de la case s'est fait voler plusieurs items dont une scie à chaîne, un vilebrequin à glace, deux haches et un ventilateur thermo-électrique pour le poêle à bois. Le lendemain c'est l'édifice Diamond Plaza, au centre-ville de Yellowknife, qui a été le théâtre d'un cambriolage. Les cambrioleurs ont pénétré dans les bureaux du ministère de Pêches et océan Canada et ceux du Gazoduc Mackenzie. Rien n'a été volé, mais on estime les dégâts à plus de 5 000 \$.

AGA de la FFT

Suite de la page 1

une lecture différente. Selon lui le développement doit se faire en deux phases : d'abord l'exécution du jugement de la poursuite intentée par l'association des parents ayants droits de Yellowknife (APADY) contre le gouvernement, puis l'annexion de l'espace communautaire francophone à une école agrandie.

En effet, la poursuite intentée par l'APADY se rendra vraisemblablement à l'étape du procès. Au cours de l'assemblée générale, la présidente de l'association de parents, Yvonne Careen, a indiqué que la poursuite était maintenue malgré l'engagement du gouvernement à agrandir l'école. L'échéancier présenté par le ministère est « inacceptable », a-t-elle précisé.

Judiciaire

L'année 2005 aura, bien sûr, été marquée par le procès sur les services en français aux TNO qui a occupé six avocats et une juge pendant plus de deux mois, dans le sous-sol de l'hôtel Yellowknife Inn.

Quoique cette bataille épique des Franco-ténois ait été mentionnée dans presque toutes les allocutions de cette 27^e assemblée générale annuelle – la commissaire aux langues officielles du Canada l'a notamment qualifiée de « réalisation la plus récente » de la FFT – en entrevue, celui qui répète à qui mieux mieux n'avoir été « que le président porteur » dans ce dossier reste avare de commentaires quant à la suite des événements.

Denault affirme simplement attendre la décision de la juge Moreau. Il convient que, peu importe la nature de ce jugement, il sera, à ce moment, dans l'intérêt de la FFT d'y réagir prestement.

Parmi les autres dossiers importants pour la communauté, Denault identifie l'importance « d'arriver à un accord de contribution » avec Patrimoine canadien et l'importance de « maintenir notre momentum dans

le développement communautaire ».

« Il y a un tas de monde qu'on ne rejoint pas encore et il faut trouver les moyens de le faire », dit-il.

L'AGA de la FFT en photos

Photos : Batiste W. Foisy



Les délégués réunis au Raven's Nest dans l'édifice de la Défence nationale, à Yellowknife ont nommé des délégués aux tables de représentations francophone canadienne. Claude Gervais d'Inuvik représentera les TNO à la Fédération des aînés francophones du Canada, Annie Loyer à la Fédération canadienne d'alphabétisation en français, Alexandre Beaudin à la Fédération de la jeunesse canadienne française et Carmen Moral-Suarez à la Fédération culturelle canadienne-française



Fernand Denault a salué le travail du sénateur Jean-Robert Gauthier pour l'adoption du projet de loi S-3



Yvon Laberge, d'Edmonton, présidait les séances de travail.



Me Roger Lepage est surpris de recevoir le prix Jeanne Dubé remis chaque année pour souligner le dévouement d'une personne à l'avancement de la communauté franco-ténoise. Me Pascale Giguère a aussi reçu le prix.



AUDIENCE PUBLIQUE DU CRTC

Canada

Le CRTC tiendra une audience publique à partir du **20 mars 2006 à 9h30**, au Centre des congrès de Québec, 1000, boul. René-Lévesque Est, Québec (Qc), afin d'étudier les demandes qui suivent.

17. L'ENSEMBLE DU CANADA. **LC MÉDIA INC.**, demande l'autorisation d'obtenir une licence visant l'exploitation d'une entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées de catégorie 2 de langue française qui serait appelée Passion Performance. EXAMEN DE LA DEMANDE : 4105, boulevard Matte, Bureau G, Brossard (Qc).

19. – 42. L'ENSEMBLE DU CANADA. **ETHNIC CHANNELS GROUP LIMITED** demande l'autorisation d'obtenir des licences visant l'exploitation des entreprises nationales de programmation d'émissions spécialisées à caractère ethnique de catégorie 2 qui seront respectivement appelées CARIBBEAN TV, CHINESE (Mandarin) ENTERTAINMENT TV, CHINESE (Mandarin) FAMILY TV CHANNEL, CHINESE MOVIE CHANNEL, CHINESE NEWS CHANNEL, CHINESE/CANTONESE HOME TV CHANNEL, CHINESE/TAIWANESE TV, GREEK TV 1, GREEK TV 2, HINDI TV, HINDI/URDU/PUNJABI MOVIE CHANNEL, IRISH TV, NORWEGIAN TV, PAKISTAN TV, PORTUGUESE/BRAZIL TV, RUSSIAN TV 3, RUSSIAN TV 4, SOUTH ASIAN ENTERTAINMENT, SPANISH MOVIE TV, SPANISH MUSIC TV, SRI LANKA TV, SWEDISH TV, TELUGU TV et URDU TV qui seraient orientées vers les communautés de langues antillaise, mandarin, cantonaise, taïwanaise, grecque, hindi, penjabi, ourdou, irlandaise, norvégienne, pakistanaise, portugaise, russe, espagnole, sri-lankaise, suédoise et telugu résidant au Canada. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis d'audience public. EXAMEN DE LA DEMANDE : 907, rue Allness, Toronto (Ont.).

43. L'ENSEMBLE DU CANADA. **TORO TV CORPORATION** demande l'autorisation d'obtenir une licence visant l'exploitation d'une entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées à caractère ethnique de catégorie 2 qui serait appelée TORO TV, orientée vers la communauté de langue espagnole. EXAMEN DE LA DEMANDE : 70, rue Gloucester, Bureau 100, Ottawa (Ont.).

44. L'ENSEMBLE DU CANADA. **PAUL SCHNEIDER (SDEC)**, demande l'autorisation d'obtenir une licence visant l'exploitation d'une entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées à caractère ethnique de catégorie 2 qui serait appelée German Television Network Canada (GTV), orientée vers la communauté de langue allemande au Canada. EXAMEN DE LA DEMANDE : 1177, promenade Invicta, Bureau 201, Oakville (Ont.).

Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser **L'UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du « *Formulaire d'interventions/observations* » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **23 février 2006** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : **Avis d'audience public CRTC 2006-2**



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

#138

Gouvernement conservateurs

Les francos se préparent au changement

La Commissaire aux langues officielles du Canada, le directeur général des programmes d'appuis aux langues officielles de Patrimoine canadien, le ministre responsable des langues officielles des TNO, la directrice de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et le président de la Fédération Franco-Ténoise commentent le changement de gouvernement.

Batiste W. Foisy

L'Assemblée générale annuelle de la fédération franco-ténoise a attiré à Yellowknife une belle brochette d'acteurs clefs du développement des communautés minoritaires de langues officielles du Canada. En cette période de changement, ils n'ont pas pu s'empêcher de parler de l'arrivée de Stephen Harper à la tête du gouvernement canadien.

Dans une entrevue accordée à la radio francophone CIVR Radio Taïga, la commissaire aux langues officielles du Canada, Dyane Adam, a indiqué qu'elle avait déjà pris soin d'écrire au leader conservateur.

L'ombudsman des langues canadiennes a signifié à Stephen Harper qu'elle s'attendait à ce qu'il nomme un ministre responsable des langues officielles. L'absence d'un tel ministre serait « un recul », selon la commissaire. « Ça prend quelqu'un pour porter une vision ; ça prend un chef d'orchestre », a-t-elle déclaré.

« Lors d'un changement, a-t-elle dit, il y a toujours une période de sensibilisation. » C'est pourquoi, dès le cabinet formé, Mme Adam s'attend à rencontrer « certains ministres clefs » – à savoir le ministre du Patrimoine, le ministre responsable des langues et le chef du Conseil du trésor – de même que monsieur Harper lui-même pour leur rappeler leurs obligations envers la *Loi sur les langues officielles*.

Dyane Adam compte, entre autres, leur rappeler l'adoption récente de la loi S-3 qui rend exécutoire la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*, partie qui porte sur la promotion du français et de l'anglais.

Le ministre

Le ministre responsable des langues officielles des TNO, Charles Dent, a pris la parole lors de l'Assemblée générale et n'a pas manqué de souligner, lui non plus, l'arrivée des conservateurs.

Le renouvellement de l'Accord de coopération Canada-TNO, l'entente sur le financement des services territoriaux dans

les langues officielles autres que l'anglais négociée entre le fédéral et le territorial, n'a pas été conclu l'an dernier avec l'ancienne ministre de Patrimoine canadien en poste, Liza Frulla, a rappelé le ministre. Une situation « un peu frustrante », a-t-il concédé.

« Je vais certainement faire pression sur le nouveau ministre [du Patrimoine] afin de bientôt conclure un accord pluriannuel », a promis Dent.

Le ministre a souligné que le nouvel Accord devra souscrire au principe d'asymétrie pour être accueilli favorablement par le territoire. « Tous les leaders ont indiqué qu'il est logique que les ententes pour le Nord reflètent les coûts et les défis spécifiques au Nord. Nous rappellerons aux nouveaux



Le ministre Charles Dent

Batiste W. Foisy

« À Ottawa, a-t-il poursuivit, ce n'est pas évident de comprendre votre réalité, [...] le degré d'ignorance est très fort. [...] Chacun de vous, dans vos dialogues, vous avez à faire comprendre ce genre de choses. »

La mise en œuvre de la loi S-3 sera un défi du pré-

francophone s'est dite incertaine des intentions du gouvernement Harper à l'égard des francophones en milieu minoritaire. Comme plusieurs, elle attend le dévoilement du cabinet pour se faire une idée plus claire.

Elle a souligné le peu d'information entourant



La commissaire Dyane Adam

Batiste W. Foisy

leaders politiques et aux fonctionnaires fédéraux ces engagements, lors des prochaines négociations. »

Le ministre Dent a aussi indiqué qu'il comptait réclamer un financement accru du fédéral afin de mieux refléter les besoins des Franco-ténois en développement communautaire.

Le directeur général des programmes d'appuis aux langues officielles de Patrimoine canadien, Hubert Lussier, qui se trouvait dans la salle, a certainement prêté une oreille attentive aux propos du ministre. Le grand argentier des communautés francophones hors Québec a admis qu'avec un gouvernement neuf il aura du boulot.

Il va falloir « faire de l'éducation auprès du nouveau ministre [du Patrimoine] », a-t-il dit.

sent exercice, a-t-il renchérit. « Ça va être mon travail, avec votre aide, de faire comprendre [aux parlementaires] qu'ils ont désormais un engagement à votre égard », a déclaré Lussier aux délégués franco-ténois.

Quant aux négociations entourant l'Accord Canada-TNO, Hubert Lussier, confirme l'urgence de reprendre les négociations dès que le cabinet aura été dévoilé. « Il y a des échéances très proches. C'est impératif : nous devons signer une entente avant le 31 mars », a-t-il dit.

FCFA

La directrice de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), Marielle Beaulieu, était également à l'assemblée générale.

La représente du lobby

le projet de Stephen Harper de créer un « secrétariat des affaires francophones ». « C'est une promesse un peu floue, mais

elle est là », a-t-elle dit, ajoutant qu'elle espérait que cette structure servira l'intérêt des communautés minoritaires.



APPEL DE DEMANDES DU CRTC

Canada

Le CRTC annonce qu'il a reçu des demandes de licence de radiodiffusion en vue d'offrir des services d'entreprises de télévision dans les régions d'Edmonton et de Calgary et invite par la présente la soumission des demandes d'autres parties intéressées à obtenir une licence (ou licences) afin de desservir ces régions. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis public.

Les demandes faisant suite à cet appel doivent être déposées par voie électronique en utilisant Epass. Pour savoir comment utiliser Epass aux fins du dépôt des demandes, il suffit de consulter le site web du CRTC à l'adresse suivante : <http://www.crtc.gc.ca/frn/file.htm>. Les requérant(e)s qui sont dans l'impossibilité de soumettre leurs demandes par voie électronique en utilisant Epass pourront s'adresser à Daniel Binette, spécialiste des relations externes, afin d'obtenir des renseignements sur les autres façons de soumettre leurs demandes par téléphone au (819) 953-4405 ou par courriel : daniel.binette@crtc.gc.ca. Vos demandes doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **12 avril 2006**. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : **Avis public CRTC 2006-3**



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Les cours de premiers soins et RCR gratuits!!



Savez-vous quoi faire en cas de situation d'urgence?

Voulez-vous une formation dans le domaine de la garde des enfants?

Voulez-vous mettre à jour vos compétences en matière de secourisme et de réanimation cardio-respiratoire (RCR)?

Le Réseau TNO Santé en français vous offre une occasion à ne pas manquer!

Des formations de haute qualité axées sur des compétences en matière de secourisme, de RCR et de la garde des enfants vous sont données en français par des instructeurs et instructrices de l'Ambulance St Jean avec une certification du bureau régional de l'Ambulance St Jean dans les T.N.-O.

Si vous êtes intéressés par ces cours, n'hésitez pas à vous inscrire car les places sont limitées :

Yellowknife

Cours de garde des enfants

Date : le 04 février 2006
Lieu : École Allain St-Cyr
Condition : 12 ans et plus
Prix : Gratuit

Cours de premiers soins et RCR pour Adulte

Date : le 18 et 19 février 06 ; le 25 et 26 février 2006
Lieu : École Allain St-Cyr
Prix : Gratuit

Inscriptions :

École Allain St-Cyr ou par téléphone au (867) 873-3223

Hay River

Cours de garde des enfants

Date : le 08 mars 2006
Lieu : École Boréale
Prix : Gratuit

Cours de premiers soins et RCR pour Adulte

Date : le 09 et 10 mars 2006
Lieu : École Boréale
Prix : Gratuit
Inscriptions :
École Boréale ou par téléphone au (867) 874-6972

Fort Smith

Cours de premiers soins et RCR pour Adulte

Date : le 04 et 05 mars 2006
Lieu : Association des francophones de Fort Smith
Prix : Gratuit
Inscription :
Contacter Diane Harton, au (867) 872-2338

Pour plus d'information, contacter :

Jean de Dieu Tuyishime, coordonnateur

Réseau TNO Santé en français

Tél. : (867) 873-5962; Téléc. : (867) 873-5963; Courriel : santef@franco-nord.com

Ces cours vous sont offerts par le Réseau TNO Santé en français dans le cadre des projets du Fonds d'Adaptation des Soins de Santé Primaires, financement de Santé Canada par le biais de Société Santé en Français.



Health Canada

Santé Canada



Éditorial



Alain Bessette

Chercher la bonne réponse

Je dois l'avouer, je crois que je souffre de *structurite aigue*. C'est un malaise qui me revient épisodiquement lorsque je me trouve enfoui sous des tas de Statuts et Règlements qui se veulent les réponses à tout... jusqu'à temps que d'autres faiblesses apparaissent et qu'on recherche de nouveaux règlements.

Parfois j'ai l'impression qu'on se complique la tâche ou qu'on passe trop de temps à noircir du papier qu'à travailler sur la vraie solution.

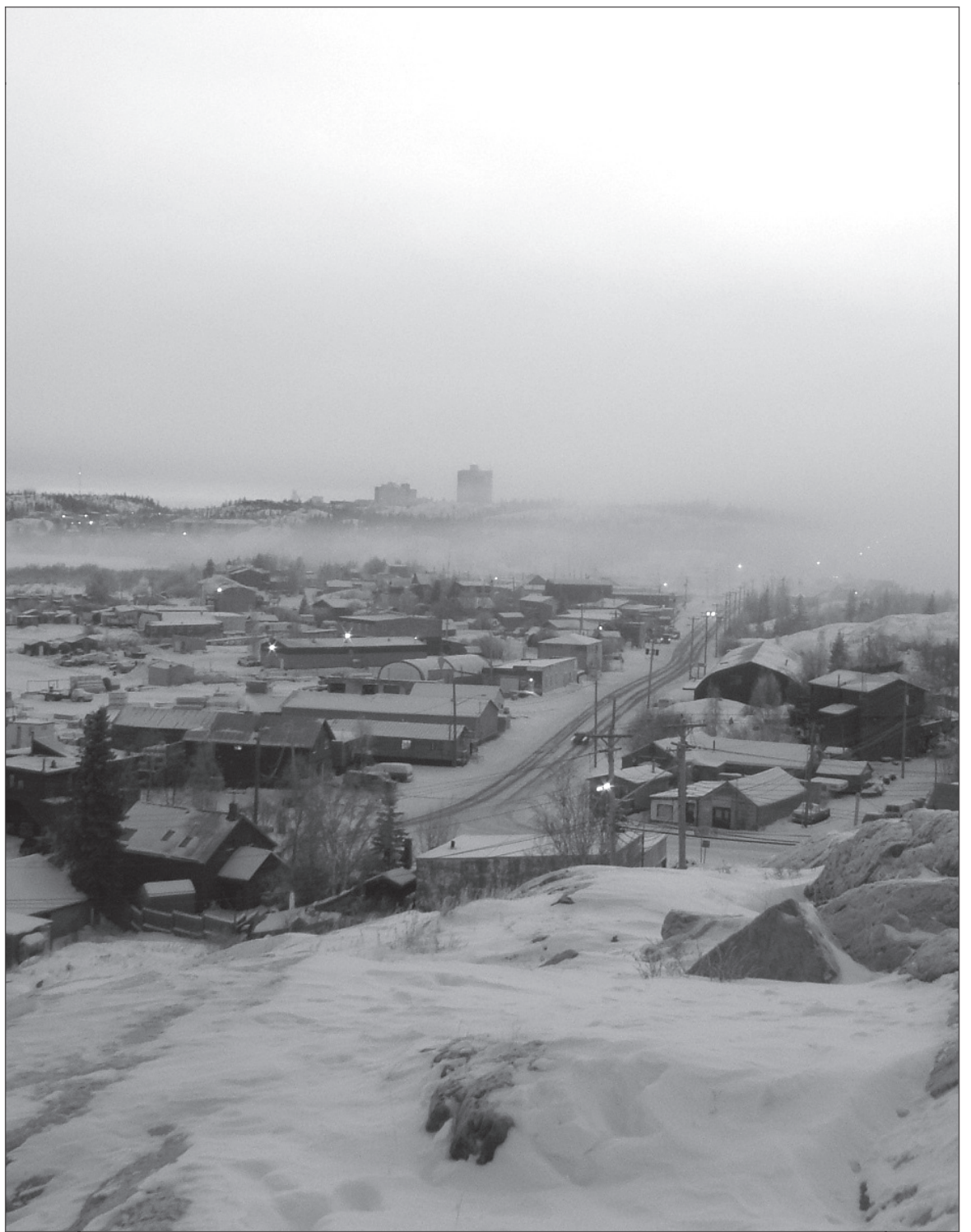
Prenons le problème de base des exercices de structuration des deux dernières années. On cherchait la réponse à la question suivante : comment peut-on mieux travailler ensemble? Problèmes de concertation, d'information et de consultation reviennent régulièrement sur des dossiers chauds : poursuite judiciaire, centre scolaire ou communautaire, etc. La FFT et les associations ne voient pas nécessairement ces dossiers de la même façon, ont des idées différentes ou épousent des approches qui sont parfois contradictoires.

Première constatation: il n'y a pas une structure au monde qui fera en sorte que les différences idéologiques vont disparaître. Il y en aura toujours et, de toute façon, c'est un signe de vitalité quant une communauté vit des chocs d'idées.

Mieux travailler ensemble ne signifie pas d'imposer une harmonie factice mais bien de permettre aux idées de s'affronter dans le cadre de discussions respectueuses. C'est une question d'attitudes, pas de structures.

Quant aux suggestions récentes de modifications des structures, je ne soutiens pas qu'elles sont inutiles, mais je crois tout de même qu'on peut bien faire avec les règles actuelles. Prenons les réunions du conseil d'administration de la FFT ou des associations francophones locales. Ces réunions sont publiques: tout membre peut y assister. Tout ce que ça prend, c'est du temps et si le temps est une ressource limitée, il n'y a pas un changement de structure qui va changer ça.

Je vous l'avoue, quant les propositions de structures apparaissent, mon mal de tête refait surface.



Alain Bessette

Une couche de brouillard de glace recouvre Yellowknife.

Je m'abonne!

	1 an	2 ans	Nom : _____
Individus :	30 \$ <input type="checkbox"/>	50 \$ <input type="checkbox"/>	Adresse : _____
Institutions :	40 \$ <input type="checkbox"/>	70 \$ <input type="checkbox"/>	
	TPS incluse		_____

Votre abonnement sera enregistré à la réception du paiement.

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :
C.P. 1325, Yellowknife, NT, X1A 2N9

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-2158
C.P. 4612, Hay River, NT, X0E 0R0
Tél. : (867) 875-0117, Téléc.: (867) 874-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journalistes : Batiste W. Foisy

Collaboratrice : Geneviève Harvey

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété des Éditions franco-ténoises/*L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.



repco-média 1-800
Agence de représentation média 411-7486

SOUVERAINETÉ CANADIENNE EN ARCTIQUE

SOUS-MARIN À
BASE — AVONS ÉTABLI PREMIER
CONTACT — INCERTITUDE QUANT
À SA NATURE AMICALE
OU HOSTILE



L'assimilation, meurtre ou suicide ?

L'école homogène française fait de meilleurs bilingues que l'école d'immersion.

Batiste W. Foisy

Le salut des francophones en milieu minoritaire passe d'abord par la famille et l'école, mais ils doivent se ressaisir s'ils ne veulent pas finir figés dans les pages froides d'un livre d'histoire.

C'est le message qu'est venu livrer le directeur de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, Rodrigue Landry, dans une série de conférences prononcées la semaine dernière à Yellowknife et Hay River.

D'un point de vue objectif, les francophones hors Québec semblent en piteux états. Alors qu'ils formaient 7,1 % de la population canadienne en 1951, 50 ans plus tard, ils ne sont plus que 4,1 % et seulement les deux tiers d'entre eux parlent leur langue à la maison, 10 % de moins qu'en 1971.

Aux Territoires du Nord-Ouest, ce sont 64 % des francophones qui ne parlent pas le français à la maison. On associe ce comportement au « transfert linguistique » ou à l'assimilation, pour parler franc.

On note aussi un taux d'assimilation élevé des allophones dont 46 % ne parlent plus leur langue maternelle à la maison. Sans surprise, on se rend compte que leur transfert linguistique se fait à peu près invariablement au profit de l'anglais. Même en comprenant le Québec, ils n'y a que 3 % des allophones qui s'assimilent en français.

L'anglais, en conséquence, est en progression. Le taux d'assimilation des anglophones au Canada est de -26 %, c'est-à-dire que le nombre de personnes qui parlent l'anglais à la maison est supérieur au nombre d'anglophones.

« L'assimilation est-elle un meurtre ou un suicide ? », demande crûment le professeur. Ce à quoi il répond qu'il y a généralement trois grandes écoles de pensée en linguistique sociale.

La première défend la thèse du suicide en affirmant que le transfert linguistique est un choix de l'individu.

La seconde parle plutôt de mort naturelle de la langue minoritaire au profit d'une langue plus forte et plus commode. « Il s'agit en quelque sorte d'un darwinisme linguistique », explique Landry.

La dernière hypothèse, enfin, est que la langue minoritaire est la victime d'un meurtre découlant d'une négligence gouvernementale, voire de politiques ethnocistes et de « génocide linguistique ».

Landry estime pour sa part que l'individu et la société ont, tous les deux, leur bout de chemin à faire pour que la langue se maintienne. L'individu en affirmant son identité linguistique et en saisissant les occasions de pratiquer sa langue ; la société en fournissant les outils et institutions nécessaires : l'école, l'accès à la justice, les communications publiques et toutes ces choses.

À cet égard, le spécialiste estime que, s'il y a indubitablement place à l'amélioration, les franco-canadiens sont mieux servis que beaucoup d'autres minorités linguistiques. « Nous sommes, avec les anglophones du Québec, la minorité la plus appuyée au monde », reconnaît l'Acadien.

Pour assurer une continuité à la langue, Landry mise sur la famille et l'école. « En général, la langue se conserve mieux dans la famille que dans la société », dit-il. Il importe donc que les parents s'adressent à leurs enfants en français le plus souvent possible pour qu'ils apprennent la langue. « On ne naît pas francophone, on le devient », affirme le professeur reprenant l'expression du sociologue franco-ontarien Roger Bernard.

Vient ensuite l'école, l'autre gros joueur du développement psycho-langagier. À cet égard Landry est catégorique : l'école homogène française est le meilleur choix des parents qui désirent que leurs enfants restent francophones.

Or, selon Statistiques Canada, seulement 68 % des enfants qui y ont droit fréquentent l'école française. Rodrigue Landry estime, quant à lui, que la part pourrait être aussi petite que 54 %, étant donné que la formule employée par le gouvernement (le nombre d'enfants francophones d'âge scolaire divisé par le nombre d'élèves inscrits aux écoles françaises) ne comptabilise pas un nombre important d'enfants éligibles.

Aux TNO, Rodrigue Landry avance que jusqu'à 230 élèves ayants droits ne fréquentent pas l'école

homogène française ou n'y ont tout simplement pas accès. Ce sont 60 % d'entre eux.

Le chercheur mets en garde les parents qui pensent que l'école d'immersion est la meilleure option pour s'assurer que leur enfant soit parfaitement bilingue. En milieu minoritaire, étant donné de la forte exposition de l'enfant à l'anglais, peu importe l'école fréquentée, les aptitudes de l'enfant dans la langue de Shakespeare seront toujours très bonnes.

« Nos études démontrent que, en 12^e année, les enfants qui vont à l'école française sont aussi bons en anglais que ceux qui sont scolarisés totalement en anglais ou 50/50 », affirme Landry qui ajoute qu'à l'inverse, un anglophone en milieu majoritaire scolarisé uniquement en français ne terminera pas ses études avec la même maîtrise du français qu'un francophone.

Pour expliquer le phénomène le spécialiste raconte une anecdote de guerre que lui avait confié son défunt père. « Mon père disait que dans les tranchées on lui servait une soupe moitié lapin, moitié cheval. Elle était faite avec un cheval et un lapin ! C'est la même chose avec la langue et nous savons laquelle est le cheval et laquelle est le lapin. »

Le défi de l'exogamie

Un des défis importants pour la survie du français hors Québec, affirme Landry, c'est l'augmentation significative du nombre de couples exogames, c'est-à-dire formés d'un francophone et d'un locuteur d'une autre langue.

Les couples exogames forment 42 % de tous les ménages francophones hors Québec et 64 % des enfants ayants droit d'âge scolaire vivent dans des familles exogames. Aux TNO, la statistique grimpe à 84 % des enfants.

Dans ces ménages l'anglais est la langue la plus parlée à la maison. Si l'autre conjoint est anglophone, on choisira l'anglais dans 88 % des cas. De même, on choisira l'anglais dans 82 % des cas, si l'autre conjoint est allophone. Ainsi, 22 % des enfants issus de couples exogames ont le français comme langue maternelle, alors qu'ils sont 93 % dans les ménages endogames (les deux parents sont francophones).

Le chercheur pense qu'il serait vain de vouloir renverser la tendance à l'exogamie qui est un phénomène qui est là pour rester. « Moins la vitalité d'une communauté linguistique est forte plus il y a de l'exogamie, dit-il. C'est normal : on ne peut pas tous marier nos cousins



Batiste W. Foisy

Dr. Rodrigue Landry

et nos cousines. »

En fait, lance-t-il, « l'exogamie n'est pas une cause de l'assimilation ; c'est un facteur. » Il explique qu'un enfant qui grandit dans un ménage exogame mais qui parle en français à la maison et fréquente l'école française terminera ses études secondaires avec une identité francophone et des habiletés langagières en français aussi fortes que celui qui grandit dans un ménage endogame.

Pour rattrapper les enfants de la génération exogame, le professeur propose d'élaborer une « campagne de marketing social » massive pour sensibiliser les ménages à l'importance de parler en français à la maison et à leurs droits de faire instruire leur enfant dans une école homogène francophone. Pour être efficace cette campagne publicitaire devrait être diffusée dans les médias anglophones et francophones, ajoute-t-il.

Il invite également les écoles françaises à s'ouvrir davantage aux besoins des parents qui ne parlent pas le français. Il incite les écoles à faire leurs communications aux parents dans les deux langues et à s'adresser à eux anglais lors des rencontres de parents.

« Il est important de ne pas exclure les parents si on veut que les enfants restent à l'école française », affirme Landry.

Le chercheur conclut en rappelant que pour résister à l'histoire des francophones en milieu minoritaire doivent surtout être combattifs et ne jamais abandonner.

« Être minoritaire c'est nager contre le courant : quand on arrête de nager, on recule. »

Les mises en nomination sont ouvertes pour le prix de bénévole ténois remarquable - 2006



Connaissez-vous un bénévole de votre communauté qui mérite une reconnaissance spéciale?

Le ministère des Affaires municipales et communautaires, en partenariat avec Volunteer NWT, accepte maintenant des mises en nomination pour le Prix de bénévole ténois remarquable - 2006. La date limite pour les mises en nomination est le mercredi 1er mars 2006.

Les prix sont remis chaque année pour rendre hommage aux contributions exceptionnelles de bénévoles des communautés des Territoires du Nord-Ouest.

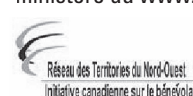


Territoires du Nord-Ouest Affaires municipales et communautaires

Il y a des prix remis pour les catégories suivantes :

Jeune bénévole	Personne âgée bénévole
Groupe remarquable	Particulier remarquable

On peut se procurer des brochures contenant les formulaires de mise en nomination dans tous les bureaux municipaux ou auprès d'un bureau du ministère. On peut également se procurer la brochure et les formulaires de mise en nomination sur le site Web du ministère au www.maca.gov.nt.ca.



Réseau des Territoires du Nord-Ouest
Initiative canadienne sur le bénévolat

Des questions? Appelez au (867) 873-7988 ou visitez le site Web au www.maca.gov.nt.ca

DATE LIMITE
DES MISES EN
NOMINATION
1ER MARS

Les échos des audiences publiques

Les audiences publiques sur le projet gazier du Mackenzie sont entamées depuis le 25 février à Inuvik. Survol.

Batiste W. Foisy

Deh cho

Le chef des Premières nations du Deh Cho, Herb Norwegian, a fait une sortie contre les audiences publiques qu'il juge prématurées puisque son groupe n'a toujours pas conclu d'entente sur l'accès à ses terres avec les promoteurs du projet. Norwegian affirme que le Deh Cho est encore loin d'une entente et souhaite que son gouvernement ne soit pas exclu du projet.

En 2004, les Premières nations du Deh Cho avaient intenté une poursuite contre le gouvernement canadien qui remettait en question la légitimité du processus d'évaluation du projet de gazoduc. Or, le Deh Cho avait finalement réglé son différend hors cour et accepté de ne plus poursuivre le gouvernement contre 31 millions de dollars.

Cela n'a toutefois pas changé la position du groupe autochtone dans ses négociations. En no-

vembre dernier Herb Norwegian déclarait qu'il ne laisserait « ni Imperial Oil, ni l'Office nationale de l'énergie, ni le Canada fouler les droits des Premières nations du Deh Cho dans le simple dessein de construire rapidement le gazoduc. ».

Environ 40 % du trajet du pipeline traverse le territoire du Deh Cho, le seul groupe autochtone de la vallée du Mackenzie dont les revendications territoriales n'ont pas encore été réglées avec Ottawa.

Les premières nations du Deh Cho ne sont, par ailleurs, pas le seul groupe autochtone à contester les audiences publiques. Les Déné Tha du nord de l'Alberta ont également déposé une action en justice contre le processus d'évaluation. Leur cause a été entendue la semaine dernière à Edmonton. Le jugement n'a pas encore été rendu.

Sanctuaire

Un des puits de forage initiaux du projet,

le puit Niglintak opéré par Shell Canada, sera construit dans un refuge d'oiseaux. Cela inquiète certains présentateurs dont Richard Gordon, un chasseur trappeur inuvialuit né à Aklavik qui a fait une présentation orale aux audiences de l'Office nationale de l'énergie

« Nous, les Autochtones, nous nous faisons dire qu'on ne peut pas chasser dans certains refuges d'oiseaux parce qu'ils sont protégés par la Loi. Mais cependant une compagnie pétrolière vient s'installer ici et on lui accorde le privilège de se rendre dans ces endroits-là, a-t-il témoigné.

« On nous dit, nous les Autochtones, qu'il ne faut pas déranger la terre – vous savez nos droits de chasse sont révoqués dans ces endroits-là. Alors, vous savez, je trouve ça assez surprenant de constater qu'eux, ils ont le droit. »

« L'argent parle. Le pouvoir parle. Nous, les Autochtones, nous parlons aussi, mais notre

voix est couverte par le pouvoir », a poursuivi l'Inuvialuit.

« C'est triste à entendre parce que, à nouveau, nous devons nous battre pour maintenir nos modes de vie traditionnels, notre culture, que nous perpétuons depuis des millénaires. La langue et tout ça, tout change. Et, vous savez, notre propre peuple oublié à nouveau qui nous sommes. »

Taille

Le gazoduc projeté aura une circonférence de 76 centimètres (30 pouces). Or des avocats représentant d'autres compagnies gazières qui ont des intérêts dans la région de la mer de Beau-

fort se demandent si cette taille sera suffisante pour accommoder un débit suffisant de gaz.

Le Projet gazier du Mackenzie doit avoir un débit de 830 millions de mètres cubes de gaz par jour, mais avec d'autres compagnies tentées d'utiliser le gazoduc pour transporter le gaz provenant d'autres puits que ceux à l'étude ce débit pourrait augmenter.

Questionné par l'avocat du Mackenzie Producer Group, Richard Neufeld, un représentant d'Imperial a affirmé que la compagnie devait connaître les intentions des autres usagers potentiels du gazoduc avant de revoir à la hausse le diamètre du

gazoduc.

Randy Ottenbreit d'Imperial a indiqué que les producteurs ne comptaient pas commander les tuyaux avant l'an prochain.

Examen conjoint

Les audiences de la Commission d'examen conjoint qui touchent plus spécifiquement les questions environnementales et sociales débiteront le 17 février à Inuvik.

Il est possible d'obtenir les transcriptions des audiences en anglais en ligne au www.ngps.nt.ca

On peut également écouter en direct les audiences de la Commission nationale de l'énergie en appelant au 1-866-323-9094.

Santé en français

Nouveau congrès national sur la petite enfance

La petite enfance francophone en milieu minoritaire va réunir plus de 300 personnes venues de diverses régions du Canada jusqu'à Winnipeg pour un congrès exceptionnel organisé par la Commission nationale des parents francophones (CNPF) du 9 au 11 février prochain.

François Cavaillès, *La Liberté*

Même organisateur principal en la personne de la Commission nationale des parents francophones (CNPF), même ville de Winnipeg, même thème général de la petite enfance francophone en milieu minoritaire. Le congrès national prévu du 9 au 11 février prochain rappelle beaucoup un événement semblable tenu en octobre 2004.

Le sujet semble donc toujours brûlant d'actualité, et la CNPF tou-

jours aussi engagée dans cette cause de santé et de développement communautaire.

En effet, la CNPF a fait de la petite enfance en français son principal cheval de bataille, selon sa directrice générale. Au même titre que l'éducation en français, il s'agit de l'un des deux axes de travail de l'organisme, précise Murielle Gagné-Ouellette. « Pour avoir des écoles vivantes et une communauté vibrante, il faut s'occuper des petits enfants, énonce-t-elle. Ils sont la continuité de nos

communautés. »

En d'autres mots, la CNPF agit en tant que porte-parole national de la petite enfance en français et en tant qu'interlocuteur entre le gouvernement et les francophones. En l'an 2000, ses quatre domaines d'intervention ont été clairement convenus avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral. Ce sont le soutien aux parents et aux familles, l'aide aux communautés, le développement de la petite enfance, de l'apprentissage et des soins aux enfants et enfin la promotion de la santé en français durant la grossesse, à la naissance et au cours de la petite enfance. Les deux derniers de ces quatre champs d'activité justifient les congrès de 2004 et de 2006, traitant de la petite enfance sous un angle éducatif tout d'abord, en collaboration avec la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, et sous un angle sanitaire ensuite, en partenariat avec l'organisme Santé en français.

Les ateliers et les tables rondes, avec des spécialistes de diverses provinces, vont se concentrer sur les aspects pratiques du thème général du congrès.

 ARCTIC ENERGY ALLIANCE

économisez **L'ÉNERGIE**
économisez **DE L'ARGENT**

Vous seul pouvez contrôler votre consommation d'énergie.

Voici comment

Arrêtez de faire tourner votre moteur au ralenti

Arrêtez le moteur de votre véhicule quand vous attendez ou partez, incluant les motoneiges.

Habillez-vous chaudement

À l'intérieur et à l'extérieur. On paye les vêtements une fois, alors que les coûts pour l'énergie sont sans fin.

Appelez sans frais Arctic Energy Alliance pour des conseils sur la façon de consommer moins d'énergie Sans frais **1 877 755-5855** ou visitez notre site Web au **www.aea.nt.ca**



AVIS PUBLIC
DU CRTC

Canada

4. L'OUEST DU CANADA. **MOVIE CENTRAL LTD** demande l'autorisation de modifier la licence de l'entreprise de la station de télévision payante appelée Movie Central. La titulaire propose d'exploiter pour distribution une version améliorée en haute définition du service ci-haut mentionné. Pour plus d'information sur la condition de licence, consulter l'avis public. **EXAMEN DE LA DEMANDE** : Movie Central, Bureau 501, 630, 3rd Avenue S.-O., Calgary (Alb.); et Place BCE, 181, rue Bay, Bureau 1630, Toronto (Ont.)

Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser **L'UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du « *Formulaire d'interventions/observations* » à la section « *Instances publiques* » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **23 février 2006** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : **Avis public CRTC 2006-7**



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

#137

Pour économiser, vous devez utiliser moins d'énergie

Le souffle du Nunavut



Nunavut en bref

Geneviève Génier Carrier

Dictée des Amériques à Iqaluit

La 13^{ème} édition de la Dictée des Amériques approche à grands pas. L'Association des francophones du Nunavut, en collaboration avec Télé-Québec, vous convie à une épreuve de sélection le 22 février prochain à 17h30 au centre communautaire. Les gagnants des différentes catégories se rendront le 18 mars à Québec pour la grande finale internationale. Préparez vos crayons!

Garderie Les Petits Nanooks

La garderie francophone d'Iqaluit Les petits Nanooks est à la recherche d'une personne pour combler le poste de direction. D'une durée de 13 mois, ce contrat est un remplacement de congé de maternité. La garderie accueille actuellement 16 enfants âgés de 2 à 5 ans. Pour plus d'information, contactez Audrey Mainville, directrice, au (897) 975-2400

Patrouille de souveraineté arctique

Un peu plus de 80 soldats des Forces armées canadiennes séjournent actuellement dans la région d'Iqaluit. Ils participent à une patrouille semestrielle de souveraineté arctique d'une durée de deux semaines. Au cours de leur séjour, les soldats du 4^{ème} régiment de la défense anti-aérienne de Gagetown au Nouveau Brunswick s'initieront à la survie dans l'Arctique aux côtés des réservistes du Nunavut.

Activité à venir : Souper latino

Ne manquez pas le Souper latino qui se tiendra samedi soir, le 11 février au centre communautaire. Dans une ambiance musicale aux chauds accents du sud, vous pourrez déguster des mets succulents de l'Amérique latine. Prix : 30,00\$ pour les membres et 40\$ pour les non membres, une consommation incluse.

Fiesta à l'école des Trois-Soleils

Geneviève Génier Carrier

Les élèves de l'école des Trois-Soleils ont organisé une Fiesta multiculturelle vendredi dernier, le 27 janvier. Entre une partie de soccer et une improvisation sur des instruments de musique africains, les élèves ont présenté leurs nombreuses découvertes sur des pays localisés dans les cinq continents habités.

À chaque année, les élèves de l'école des Trois-Soleils présentent des expositions thématiques comme l'Expo science et la Foire du patrimoine. La Fiesta multiculturelle a été organisée sous le thème *5 continents, un seul monde*, développé dans la perspective des Jeux Olympiques de Turin. « L'objectif principal est de sensibiliser les jeunes au fait qu'il existe d'autres cultures sur la terre (...) et que c'est important de se respecter en tant qu'êtres humains », explique Yoan Barriault, professeur de la classe des 6^e à 9^e années à l'école des Trois-Soleils.

La préparation de cette activité a duré deux semaines. Chaque classe s'est d'abord vu assigner un continent. Tous les élèves ont ensuite exploré une facette particulière d'un pays tel sa culture, sa cuisine, son architecture et même son sport national! Même la classe de maternelle a participé à la fête en organisant un jeu de poches pour représenter l'Amérique.

Forte de ces recherches variées, la Fiesta multiculturelle a pris la forme de kiosques présentant les caractéristiques des pays étudiés, diverses activités et des jeux. Les sujets explorés étaient aussi différents que les règles du rugby, le maquillage des tributs africains et Pablo Picasso. Les visiteurs ont pu goûter des plats nationaux de certains pays dont des raviolis sucrés d'Italie et du poulet thaï de Thaïlande.

La fête s'est déroulée dans la bonne humeur et dans un climat d'échange et d'expérimentation. « Le but était



d'avoir un après-midi de plaisir. Les jeunes ont bien travaillé et c'était aussi une récompense », conclut Yoan Barriault. En somme, c'est une belle réussite pour les professeurs, les élèves et tous leurs collaborateurs qui ont su nous faire faire un tour du monde le temps d'un après-midi d'hiver!

Correspondants recherchés

L'Aquilon recherche activement des collaborateurs aux quatre coins des TNO. Si l'idée d'écrire des histoires ou des reportages vous intéresse, contactez-nous.

Si le défi vous tente, contactez-nous.

Alain à Hay River au (867) 875-0117, ou
Batiste à Yellowknife au (867) 873-6603, ou
aquilon@internorth.com.



AUDIENCE PUBLIQUE DU CRTC

Canada

Le CRTC tiendra une audience publique à partir du 15 mai 2006 à 9h30, au Centre de conférences, Portage IV, 140 Prom. du Portage, Gatineau (Qc), afin d'étudier les questions liées à la politique sur la radio commerciale. Pour plus d'informations sur cet avis, et pour connaître les localités où l'examiner, veuillez consulter l'avis d'audience publique.

Les parties intéressées peuvent soumettre leurs observations en utilisant L'UNE des façons suivantes : utiliser le lien du « Formulaire d'interventions/observations » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **15 mars 2006**. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : **Avis d'audience publique CRTC 2006-1**



Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

Un avant-projet de loi controversé

Geneviève Génier Carrier

Une quarantaine de personnes ont participé à une rencontre de consultation sur le projet de loi en éducation, le mardi 24 janvier à l'école des Trois-Soleils. Tout en affirmant leur volonté de voir leurs droits en matière d'éducation garantis dans la nouvelle loi, plusieurs participants ont dénoncé le manque de mémoire du Gouvernement du Nunavut.

Un avant-projet de loi qui n'en est pas un

Plusieurs francophones se sont rendus à la rencon-

tre de mardi pour protester contre l'avant-projet de loi sur l'éducation qu'ils jugeaient inconstitutionnel. Une première surprise les attendait. En ouverture, la présidente de la réunion Manitok Thompson a affirmé qu'il n'y avait pas d'avant-projet de loi sur la table et que l'on attendait le résultat des consultations pour débiter son élaboration. Selon ses dires, les documents ayant circulé n'étaient que de simples brouillons du précédent projet de loi sur l'éducation abandonné en 2003. Vérité ou recul sous la pression? Nul ne sait. Toutefois, les participants ne se sont pas laissés dé-

monter et ont présenté tour à tour leur vision d'une éducation de qualité en français au Nunavut.

Un travail à refaire

Des intervenants ont d'abord dénoncé le manque de mémoire corporative au ministère de l'Éducation palpable dans le document de consultation. Ils ont rappelé à Mme Thompson qu'un processus de concertation pour l'élaboration d'un projet de loi sur l'éducation avait déjà été mené. Des représentants de la communauté francophone avaient alors participé à un groupe de travail et

obtenus des garanties et des gains. Le document fourni pour la consultation ne contenait pourtant pas d'engagements concrets à cet effet.

Carolyn Mallory, présidente de la Commission scolaire francophone du Nunavut, a aussi relevé le fait que la Commission scolaire y était présentée comme l'équivalent d'une administration scolaire de district. Celle-ci possède pourtant des fonctions et des pouvoirs distincts depuis sa création en 2004. Mme Mallory a réclamé l'inclusion d'une définition claire des droits et responsabilités des administrations scolaires et de la Commission scolaire francophone dans la loi,

afin de ne pas laisser ces questions aux aléas de la réglementation.


Une éducation de qualité

En plus de contester la constitutionnalité du projet de loi et d'en relever les manques, les participants ont exprimé leur vision d'une éducation de qualité en français langue première au Nunavut. Le manque d'accès à des ressources spécialisées en français a été soulevé à maintes reprises. Des problèmes importants en alphabétisation ont même été remarqués chez certains élèves. Les besoins sont criants dans une école dont les élèves


proviennent souvent de mariages exogames et pour qui la langue parlée à la maison peut être l'anglais ou l'inuktitut. Sur une note plus positive, l'enseignante Moly McClure secondée par ses collègues a appelé à faire une plus grande place à la transmission de la culture tant francophone qu'inuite au sein de l'école.

Voir plus loin

Depuis la création du Nunavut, la communauté francophone a démontré sa capacité à gérer ses propres institutions et a gagné en crédibilité auprès du gouvernement du Nunavut. Selon Paul Crowley, les gains obtenus au cours des années sont le minimum acceptable en vertu de l'article 23. Ce dernier doit être interprété de manière élargie. « Les communautés de langue minoritaire ont le droit de gérer tous les secteurs d'activités touchant à leur langue et à leur culture », a-t-il souligné. L'élaboration d'une loi sur l'éducation propre au Nunavut présente donc des enjeux majeurs pour la communauté francophone. Les participants à la réunion de mardi se sont montré ouverts au dialogue, mais se sont dit prêts à porter la cause devant les tribunaux si le projet de loi ne répond pas aux obligations constitutionnelles.



Travaux publics et Services gouvernementaux Canada



Public Works and Government Services Canada

APPEL D'INTÉRÊT

Location d'habitations

Yellowknife (T.N.-O.)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite tout bailleur intéressé à lui faire parvenir des renseignements au sujet d'un projet éventuel de location d'habitations répondant aux critères suivants :

(A) TYPE DE LOGEMENT :

Jusqu'à huit (8) appartements d'une chambre à coucher dans la municipalité de Yellowknife, aux Territoires du Nord-Ouest.

(B) BAIL ET DATE DU DÉBUT DE LA LOCATION :

Bail de trois ans, commençant le 1^{er} avril 2006, avec possibilité de renouvellement pour une période supplémentaire de deux ans, le locataire ayant le droit d'annuler la location de tout ou partie des logements suite à un préavis de 90 jours.

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS :

Appelez Heather Nielsen au (867) 766-8360 et mentionnez le numéro d'appel d'intérêt 522764.


Les parties intéressées à répondre à l'appel d'intérêt sont priées de se procurer les documents afférents, lesquels précisent les besoins en matière de logement, au bureau de TPSGC situé au 4^e étage de l'immeuble Greenstone, 5101-50th Avenue, à Yellowknife.

LES RÉPONSES ÉCRITES DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES À L'ADRESSE SUIVANTE :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
C.P. 518
Yellowknife (T.N.-O.) X1A 1K3
Télécopieur : (867) 873-5885

Mentionnez le numéro d'appel d'intérêt 522764. Votre lettre doit comprendre une description et l'adresse du ou des logements proposés. Les agents doivent fournir à TPSGC une lettre d'autorisation du propriétaire. Une déclaration ne sera examinée que si elle est sous forme écrite et qu'elle est reçue par la poste, ou transmise par télécopieur au numéro (867) 873-5885, au plus tard le **mardi 14 février 2006, à 16 h, heure locale.**

La présente ne constitue pas un appel d'offres ni une invitation à soumissionner. Il s'agit d'une demande de renseignements visant à connaître la disponibilité d'appartements à louer. TPSGC ne lancera pas nécessairement d'appel d'offres et ne louera pas nécessairement d'appartements. Il se peut que TPSGC sollicite des offres pour le présent projet ou pour d'autres projets directement d'un des répondants à cette annonce, de toute autre partie intéressée, ou au moyen d'un appel d'offres.



OFFICE DES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
Avis de demande	
La demande de licence suivante a été enregistrée auprès de l'Office conformément à l'article 16 de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest.	
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 18'-69° 19' de lat. N 135°36' de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1787
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 07' 34,0" de lat. N 135°55'33,5" long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1795
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	68° 54' 38,307"-69° 06' 18,730" de lat. N 135°30' 54,069"-135° 55' 39,395" de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1796
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 00'-69° 18' de lat. N 134°22'-135° 40' de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1799
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 10' 18,8" de lat. N 136° 00' 14,5" de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1800
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 29,92' -69° 46,86' de lat. N 135° 27,9'-135° 6,23' de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1801
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 00'-69° 04' de lat. N 134°65'-135° 62' de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1805
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	68° 56' 05"-69° 27' de lat. N 135°20'-136° 08' de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1806
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 01' - 69° 22' de lat. N 135°29'-136° 24' de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1807
Demanderesse :	Chevron Canada Limited
Emplacement :	69° 18' - 69° 23' 43" de lat. N 135°16'40"-135° 37' 13" de long. O
Objet:	Cession de la licence N7L1-1808
Pour plus de renseignements, contactez Vicki Losier au 765-0106 avant le 17 février 2006.	

Petites

annonces

Les Petites

annonces de

L'Aquilon est un

service

communautaire

offert

gratuitement aux

abonnés

de L'Aquilon.

Pour nous joindre :

Tél. : 873-6603

(Yellowknife)

ou 875-0117

(Hay River)

aquilon@

internorth.com

Selon des anglophones qui croient au français langue seconde

Il n’y a pas assez d’appui au niveau postsecondaire

Jean-François Bertrand

Le sixième rapport annuel de Canadian Parents for French, une association de 33 000 anglophones faisant la promotion du français langue seconde, dresse un sombre portrait de l’éducation postsecondaire.

CPF s’est intéressée aux options pour les anglophones qui ont appris le français en immersion au primaire et qui voudraient poursuivre leur apprentissage en suivant quelques cours dans la langue de Molière à l’université.

La présidente de l’organisme, Trudy Comeau, a expliqué vendredi que selon un sondage, 44 % des élèves qui ont complété l’immersion française au secondaire choisissent de suivre des cours en français à l’université, tout comme 18 % des élèves qui ont complété un programme de français de base au secondaire.

Ils ont fait ce choix parce qu’ils apprécient les programmes offerts, parce qu’ils sont convaincus que le bilinguisme ouvre plus de portes, parce qu’ils apprécient leur connaissance du français lorsqu’ils voyagent.

Mais pour les élèves qui n’ont pas choisi d’étudier en français dans les institutions postsecondaires bilingues du pays – et ils forment la majorité – leur choix s’explique, selon les répondants, par un manque de compétences qui ne leur permettrait pas de poursuivre en français, à ce niveau. Ils justifient leur choix également par l’absence de cours de français offerts par l’université de leur choix – généralement située près de leur résidence, et donc moins dispendieuse.

LA CPF déplore le manque d’information offert aux anglophones capables de suivre des cours universitaires en français. Le rapport recommande que l’on rende publics les résultats des tests de compétences linguistiques, pris avant le début des cours de français à l’université. « Les étudiants et parents doivent être confiant que les compétences acquises en français langue seconde au niveau secondaire sont suffisantes afin de poursuivre avec succès des études postsecondaires en français », note Mme Comeau.

Le directeur général de Canadian Parents for French, Jim Shea note que « CPF encourage les universités et les collèges communautaires francophones d’offrir plus

d’opportunité d’apprentissage aux étudiants en français langue seconde et de fournir l’appui académique et social nécessaire. CPF attend toujours avec impatience que les plans d’action des provinces et des territoires signalent ce besoin pressant. »



Territoires du Nord-Ouest Santé et Services sociaux
L'hon. J. Michael Miltenberger, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Infirmiers et infirmières sur une base temporaire

N° HS0334

Le ministère de la Santé et des Services sociaux du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest fait une demande de propositions pour conclure des contrats non exclusifs avec des agences de recrutement d’infirmières qualifiées et compétentes devant fournir des services à court terme dans des centres de santé et des départements hospitaliers des TNO. Ces services seront fournis au fur et à mesure des besoins.

Faire parvenir les propositions cachetées à l'adresse suivante :

Glen Abernethy
Conseiller principal en ressources humaines - SSS
Secrétariat du Conseil de gestion financière
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
5022, 49^e Rue, 8^e étage, Centre Square Tower
Yellowknife NT X1A 3R8

Les propositions cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée, au plus tard

à 15 h, heure des Rocheuses, le 3 mars 2006

On peut se procurer les paramètres auprès de Glen à l'adresse susmentionnée, ou lui poser des questions, en l'appelant au (867) 920-6129; on peut également poser des questions à Sharilyn Alexander, au (867) 920-3060.

La politique d'encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'applique à la présente demande de propositions.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.



Territoires du Nord-Ouest Éducation, Culture et Formation
L'hon. Charles Dent, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Éditer, faire la conception graphique et la mise en page de NWT Job Futures

Référence : PM002656

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest fait une demande de propositions auprès d'entrepreneurs qualifiés pour éditer, faire la conception graphique et la mise en page de NWT Job Futures, un outil de planification de carrières pour les étudiants et les personnes en recherche d'emploi.

On peut se procurer les paramètres auprès de Brenda Dodman, administratrice des contrats, Éducation, Culture et Formation, 3^e étage, Lahm Ridge Tower, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Tél. : (867) 920-3287; fax : (867) 873-0338; courriel : brenda_dodman@gov.nt.ca

Les propositions doivent parvenir à l'adresse susmentionnée au plus tard à :

16 h, heure locale, le vendredi 3 février 2006

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.



Territoires du Nord-Ouest Industrie, Tourisme et Investissement
L'hon. Brendan Bell, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Préposé de camping à contrat

PM002679

La région du Slave Nord demande les services d'un préposé certifié à contrat pour s'occuper du terrain de camping territorial Fred Henne.

On peut se procurer les documents de propositions auprès de Rick Maddeaux, agents des contrats, administration centrale, ITI/ERN, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 7^e étage, Scotia Centre, 5102, 50^e Avenue, Yellowknife NT X1A 3S8. Tél. : (867) 873-7582; fax : (867) 873-0550.

Les propositions cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée au plus tard à :

15 h, heure locale, le 10 février 2006.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute autre proposition reçue.

La politique d'encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'applique à la présente demande de propositions.



Territoires du Nord-Ouest Éducation, Culture et Formation
L'hon. Charles Dent, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Conception graphique, mise en page et maintenance

N° PM0022650

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) fait une demande de propositions auprès d'entrepreneurs qualifiés pour fournir les services de mise en page et de conception graphique uniformes de formulaires utilisés par le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation. Le ministère utilise actuellement 140 formulaires; ces derniers sont présentement traduits en français et devront également être formatés. On s'attend à ce que le ministère crée jusqu'à cinq nouveaux formulaires par année.

On peut se procurer les paramètres auprès de Brenda Dodman, administratrice des contrats, Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, 3^e étage, Lahm Ridge Tower, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Tél. : (867) 920-3287; fax : (867) 873-0338; courriel : brenda_dodman@gov.nt.ca

Les propositions doivent parvenir à l'adresse susmentionnée au plus tard à :

à 16 h, heure locale, le vendredi 24 février 2006.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.



Territoires du Nord-Ouest Industrie, Tourisme et Investissement
L'hon. Brendan Bell, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Évaluation de l'industrie de la pêche sportive aux TNO

N° PM002648

Le secteur de la pêche sportive aux Territoires du Nord-Ouest (TNO), notamment les propriétaires de camps de pêche et les pourvoyeurs qui vendent essentiellement leurs services aux pêcheurs, semble être soumis à une réduction de marché. Cette observation fondée sur des renseignements non scientifiques recueillis auprès de pourvoyeurs, n'a pas été vérifiée de façon officielle. En raison du fait que ce secteur occupe une place d'importance dans l'industrie du tourisme aux TNO, il est essentiel de procéder à une évaluation critique de l'industrie de la pêche sportive afin de comprendre les tendances et les enjeux. Pour aborder le sujet lié au niveau de la demande, le ministère des Pêches et des Océans mène cette année une étude approfondie sur l'industrie de la pêche récréative au Canada. L'étude, qui est effectuée tous les cinq ans à l'échelle nationale, permet aux gestionnaires des pêches de différents niveaux de gouvernement d'obtenir des données sur une grande variété de sujets d'intérêts. Les résultats de l'étude apportent des renseignements à jour qui font autorité sur les activités de pêche, en plus d'offrir de l'information détaillée sur les aspects économiques de la pêche récréative pratiquée dans toutes les régions du pays.

Vous pouvez vous procurer les trousse de propositions auprès de Rick Maddeaux, commis aux contrats, Administration centrale ITI/ENR, Gouvernement des Territoires du Nord Ouest, 7^e étage, Centre Scotia, 5102, 50^e Avenue, Yellowknife NT X1A 3S8. Tél. : (867) 873-7582; fax : (867) 873-0550.

Les propositions cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée au plus tard à :

à 15 h, heure locale, le 6 février 2006.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.

La politique d'encouragement aux entreprises du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'applique à cet appel d'offres.

BUREAU DES TERRES ET DES EAUX DES GWICH'IN

Avis d'audience publique

Conformément à la Loi des eaux des Territoires du Nord-Ouest, une audience publique est prévue concernant une demande de renouvellement du permis suivant :

Détenteur :	Ville d'Inuvik
Numéro :	G06L3-001
Emplacement :	Inuvik, Territoires du Nord-Ouest
Type de permis :	Permis de type «A»- Renouvellement
Sujet :	Utilisation des eaux à des fins municipales et l'enfouissement des déchets
L'audience :	29 mars 2006, à 14 h Finto Lodge Inuvik, Territoires du Nord-Ouest
Note :	Lors de l'audience, la Commission peut réviser toute disposition du présent permis
Date limite des soumissions :	15 mars 2006, à 17h. Si aucune soumission n'est présentée, la commission peut annuler l'audience.

Toute personne intéressée peut examiner la demande aux bureaux de la Commission, aux bureaux de la ville d'Inuvik, où en contactant la technicienne des terres et des eaux, Helga Harlander, à 867-777-7963 ou h_harlander@glwb.com.

Bureau des terres et des eaux des Gwich'in Hôtel de ville d'Inuvik
2, rue Firth
2^e étage de l'édifice Jim Koe C.P. 1160
Zhah Inuvik, TN X0E 0T0
C.P. 2018
Inuvik, TN X0E 0T0
www.glwb.com

Robert A. Alexie, Directeur général
Bureau des terres et des eaux des Gwich'in

24 janvier 2006-01-25
permit@glwb.com
Téléphone: 867-777-7960 Télécopieur : 867-777-7970

Les REER

Pour payer moins d'impôts aujourd'hui

(APF) - Payer moins d'impôts aujourd'hui, et avoir plus d'argent pour votre retraite, ça vous intéresse? Un REER est pour vous!

Le REER, c'est un régime enregistré d'épargne-retraite. C'est un abri fiscal qui permet de faire croître votre actif, à l'abri de l'impôt. Mais un REER offre également l'avantage de déduire de votre revenu imposable les montants qu'on y cotise.

La première étape, si ce n'est déjà fait, est de souscrire à un REER. Cela se fait par l'entremise d'une institution financière, telle une caisse populaire, une banque ou une société de fiducie. C'est au travers de

l'émetteur du REER que vous ferez vos cotisations. Votre institution financière sera en mesure de vous expliquer les différentes options de placements.

Mais combien de dollars pouvez-vous placer – dans tous les sens du mot – à l'abri de l'impôt? Le maximum que l'on peut contribuer pour une année, du 1er janvier au 1er mars de l'année suivante, est de 18 % de votre revenu. Mais il y a un plafond maximum : pour 2005, il est fixé à 16 500 \$.

Plafond qui n'est généralement pas atteint. En effet, selon un sondage de la firme Ipsos Reid, publié en janvier, les Canadiens avaient l'intention de contribuer

5700 \$, en moyenne, à leur REER. C'est presque le double de la moyenne de 1993, qui était de 2866 \$. Selon la même enquête, 45 % des répondants ont dit qu'ils allaient (ou avaient l'intention) de cotiser à un REER pour l'année 2005.

Les deux tiers des Canadiens ont un REER, dont la valeur moyenne dépasse les 60 000 \$.

Les conseillers en placements recommandent de verser la cotisation maximale, chaque année, afin d'une part de minimiser les impôts à payer pour cette année et, d'autre part, de maximiser le potentiel de croissance à long terme.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Analyste des systèmes administratifs

Secrétariat du Conseil de gestion financière Yellowknife, TNO

Poste à durée déterminée de deux ans

Le traitement initial est de 34,71 \$ l'heure (soit environ 67 685 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2005-13-3395 Date limite : le 15 février 2006

Spécialiste des espèces en péril

Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles Yellowknife, TNO

Le traitement initial est de 37,71 \$ l'heure (soit environ 73 535 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2005-53-3380 Date limite : le 10 février 2006

Chef - Relations du travail et équité salariale

Secrétariat du Conseil de gestion financière Yellowknife, TNO

Poste à durée déterminée de deux ans

Le traitement initial est de 44,42 \$ l'heure (soit environ 85 619 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2005-53-3385 Date limite : le 15 février 2006

Infirmière enseignante/conseillère

Secrétariat du Conseil de gestion financière Yellowknife, TNO

Poste à durée déterminée jusqu'au 31 mars 2007

Le traitement initial est de 34,71 \$ l'heure (soit environ 67 685 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2005-13-3386 Date limite : le 13 février 2006

Secrétaire de directeur

Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles Yellowknife, TNO

Le traitement initial est de 24,09 \$ l'heure (soit environ 46 976 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2005-63-3389 Date limite : le 17 février 2006

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Division des services à la clientèle, Secrétariat du Conseil de gestion financière, 2^e étage, Édifice Laing, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Tél. : (867) 873-7188; fax : (867) 873-0281; courriel : jobsyk@gov.nt.ca

Adjoint administratif

Ministère des Affaires municipales et communautaires Yellowknife, TNO

Poste à durée déterminée de deux ans

Le traitement initial est de 24,09 \$ l'heure (soit environ 46 976 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-21-3375 Date limite : le 10 février 2006

Chef - Politiques et planification

Ministère des Affaires municipales et communautaires Yellowknife, TNO

Poste à durée indéterminée

Le traitement initial est de 40,91 \$ l'heure (soit environ 79 775 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-21-3376 Date limite : le 10 février 2006

Analyste principal des politiques

Ministère des Affaires municipales et communautaires Yellowknife, TNO

Poste à durée déterminée de deux ans

Le traitement est présentement à l'étude. En sus du traitement, l'employeur versera une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-21-3377 Date limite : le 10 février 2006

Conseiller en matière de communications et de politiques

Ministère des Affaires municipales et communautaires Yellowknife, TNO

Poste à durée déterminée de quatorze mois

Le traitement initial est de 34,71 \$ l'heure (soit environ 67 685 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-21-3378 Date limite : le 10 février 2006

Conseiller sur les impacts du développement des ressources (2 postes)

Ministère des Affaires municipales et communautaires Norman Wells et Inuvik, TNO

Poste à durée déterminée jusqu'au 31 mars 2007

Le traitement est présentement à l'étude. En sus du traitement, l'employeur versera une allocation annuelle de vie dans le Nord de 9 770 \$ pour Norman Wells et de 8 552 \$ pour Inuvik.

N° du concours : 2006-21-3392 Date limite : le 10 février 2006

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Division des services à la clientèle, Secrétariat du Conseil de gestion financière, 2^e étage, Édifice Laing, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Tél. : (867) 920-3300; fax : (867) 873-0172; courriel : jobsyk@gov.nt.ca

Conseiller régional en matière de produits pétroliers

Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement Inuvik, TNO

Le traitement initial est de 37,71 \$ l'heure (soit environ 73 534,50 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 8 552 \$.

N° du concours : 2006-63-3351 Date limite : le 3 février 2006

Orthophoniste régional

Administration régionale des services de santé et des services sociaux du Beaufort-Delta Inuvik, TNO

Le traitement initial est de 34,71 \$ l'heure (soit environ 67 684,50 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 8 552 \$.

N° du concours : 2006-94-3379 Date limite : Ouvert jusqu'à

ce qu'un candidat qualifié soit trouvé

Agent-éducateur - Personnel de relève

Ministère de la Justice Inuvik, TNO

Ouvert aux résidents d'Inuvik vivant dans un rayon de 16 miles (40 km) autour d'Inuvik

Le traitement initial est de 29,42 \$ l'heure (soit environ 57 369 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 8 552 \$.

N° du concours : 2006-82-3384 Date limite : le 30 janvier 2006

Agent-éducateur (2 postes)

Ministère de la Justice Inuvik, TNO

Un poste à temps plein à durée indéterminée et un poste à durée déterminée du 27 février 2006 au 26 février 2007

Le traitement initial est de 29,42 \$ l'heure (soit environ 57 369 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 8 552 \$.

N° du concours : 2006-82-3396 Date limite : le 8 février 2006

Superviseur de laboratoire

Administration régionale des services de santé et des services sociaux du Beaufort-Delta Inuvik, TNO

Poste à durée déterminée du 1er avril 2006 au 31 mars 2007

Le traitement initial est de 31,96 \$ l'heure (soit environ 62 322 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 8 552 \$.

N° du concours : 2006-94-3387 Date limite : le 20 février 2006

Conseiller en matière de santé mentale et de toxicomanie

Administration régionale des services de santé et des services sociaux Tuktoyaktuk et Holman, TNO

Le traitement initial est de 30,64 \$ l'heure (soit environ 59 748 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 14 093 \$ pour Holman et de 11 381 \$ pour Tuktoyaktuk.

N° du concours : 2006-94-2728 Date limite : Ouvert jusqu'à

ce qu'un candidat qualifié soit trouvé

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Services des ressources humaines, Secrétariat du Conseil de gestion financière, C.P. 2480, Inuvik NT X0E 0T0.

Téléphone : (867) 678-6600 ou 1 877 445-4482 (sans frais);

courriel : jobsinuvik@gov.nt.ca

- Pour obtenir une copie de la description de poste, veuillez consulter le site web : <http://www.gov.nt.ca/FMBS/jobopps/JobOpportunities.html>
- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.
- Nous prendrons en considération les demandes d'affectation provisoire.
- Nous établirons une liste de candidats admissibles que nous conserverons pour des postes semblables.
- Pour certains postes, on exige la vérification du casier judiciaire. Les candidats qui possèdent un casier judiciaire ne sont pas nécessairement disqualifiés.
- Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme d'action positive du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité.
- Pour certains postes, on exige un certificat de santé.



Le Canadien de Montréal

Oublions les séries



Alain Bessette

1^{er} février 2006 - Ça y est! Je me jette à l’eau. Le Canadien va rater les séries éliminatoires. À moins d’un revirement soudain, il est peu probable que le club parvienne à se tirer de pétrin.

Lorsque l’annonce de la blessure à Markov a été fait, j’étais vraiment prêt à concéder cet échec pour la saison 2005-2006. Mais il restait un petit doute. Quelques performances éblouissantes de Théodore et le club retrouverait le bon chemin. Mais Théo dort dans ses buts dernièrement. Il laisse tellement passer de rondelles derrière lui que c’en est ridicule.

L’absence de Markov fait très mal. Il a été sans contredit le meilleur défenseur de l’équipe depuis le début de la saison. Non seulement est-il le meilleur pour relancer l’attaque et l’appuyer du point d’appui, mais il était aussi un des défenseurs les plus efficaces dans sa propre zone. Sans son partenaire, Rivet n’est pas aussi efficace. Le duo Dandenault-Bouillon se retrouve trop souvent à affronter des tríos adverses trop redoutables pour leur talent. Komisarek se cherche depuis le début de la saison et Souray, qui a repris de l’aplomb, n’est cependant pas l’ombre de lui-même. On a vu le résultat de cette débandade lors des sept derniers matchs.

Lorsque la défense vacille, c’est aux avants et aux gardiens de but de se retrousser les manches. Eh bien, les avants cafouillent en zone défensive, perdent les batailles pour la possession de la rondelle, oublient de couvrir les joueurs adverses et, pis encore, ne produi-

sent pas suffisamment en attaque pour compenser les lacunes défensives.

Côté gardien de but, si Théodore se cherche, je peux bien l’aider en lui disant où il est: il est au fond du baril. Dans ses derniers matchs, il a accordé 18 buts sur 63 tirs pour un impressionnant taux d’efficacité de 71,4% et une moyenne de buts alloués de 8,50. Il n’y a pas pire gardien de but dans la ligue actuellement. Il devra céder sa place à Cristobal Huet, mais ce dernier n’est qu’un gardien de réserve, pas un gardien numéro un. Peut-être reverra-t-on Danis de retour prochainement et Théodore dans les gradins.

Avec la fin du mois de janvier, le club a un retard de 4 points sur le total prévu en début de saison. Pour atteindre les séries, il lui fallait obtenir un total de 96 points. N’en comptant que 52 actuellement, ça voudrait dire que le club doit amasser 44 points en 32 matchs. De la façon dont le club joue actuellement, c’est impensable. Ces 32 matchs seront tous contre des clubs de la même conférence.

Que fera Gainey? Il reste six parties d’ici la pause olympique. Il devra continuer d’évaluer le travail de ses troupes puis prendre des décisions majeures. À mon avis, il n’y a qu’une stratégie gagnante à long terme et c’est de faire joueur davantage les jeunes joueurs. Pour leur faire de la place, il faudra donc rétrograder certains vétérans, en risquant de les perdre au ballottage, ou tenter de les échanger.



ADMINISTRATION DE
SANTÉ TERRITORIALE
STANTON

Administration de santé
territoriale Stanton
Standardiste/Personnel de
relève

(Travail par roulement)
Yellowknife, TNO
Le traitement initial est de 21,06 \$ l’heure (soit environ 41 067 \$ par année), auquel s’ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-17-3394 **Date limite :**
Ouvert jusqu’à ce qu’un candidat qualifié soit trouvé

Commis aux enregistrements/
Personnel de relève

(Travail par roulement)
Yellowknife, TNO
Le traitement initial est de 22,52 \$ l’heure (soit environ 43 914 \$ par année), auquel s’ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-17-3393 **Date limite :**
Ouvert jusqu’à ce qu’un candidat qualifié soit trouvé

Coordonnateur des soins aux
patients/Personnel
de relève

(Travail par roulement)
Yellowknife, TNO
Le traitement initial est de 37,71 \$ l’heure (soit environ 73 535 \$ par année), auquel s’ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 2006-17-3388 **Date limite :**
Ouvert jusqu’à ce qu’un candidat qualifié soit trouvé

Faire parvenir sa candidature à l’adresse suivante :
Division des services à la clientèle, Secrétariat du Conseil de gestion financière, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 873-7186; fax : (867) 873-0445.

- Pour obtenir une copie de la description de poste, veuillez consulter le site web : <http://www.gov.nt.ca/FMBS/jobopps/JobOpportunities.html>
- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.
- Nous prendrons en considération les demandes d’affectation provisoire.
- Nous établirons une liste de candidats admissibles que nous conserverons pour des postes semblables.
- Pour certains postes, on exige la vérification du casier judiciaire. Les candidats qui possèdent un casier judiciaire ne sont pas nécessairement disqualifiés.
- Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme d’action positive du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité.
- Pour certains postes, on exige un certificat de santé.



YELLOWKNIFE

APPEL DE CANDIDATURES

pour un membre à titre personnel pour le conseil d’administration de l’Administration des services de santé et des services sociaux de Yellowknife.

Veuillez appeler Sandra Pearce, au 873-7503 pour obtenir les documents de mise en candidature.

Date limite pour les candidatures : le 28 février 2006.

Agent d’indemnisation

Yellowknife, NT

(Poste à duré déterminée d’un an)

Le traitement initial est de 36,18 \$ l’heure (soit environ 70 671 \$ par année), auquel s’ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 1,18 \$ l’heure (2 302 \$ par année).

N° du concours : SR06/06 **Date limite :** le 9 février 2006

La vérification du casier judiciaire est une condition préalable à cet emploi.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, en prenant soin d’inscrire le no de concours SR06/06, à l’adresse suivante : Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, Section des ressources humaines, C.P. 8888, 5^e étage, Centre Square Tower, Yellowknife NT X1A 2R3. Téléphone : (867) 920-3888 ou 1 800-661-0792 (sans frais); fax : (867) 873-4596 ou 1-866-277-3677 (sans frais) courriel : resumes@wcb.nt.ca

Vous pouvez vous procurer la description de travail de ce poste à : www.wcb.nt.ca

L’employeur offre un milieu de travail à faible charge odorante. Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d’action positive, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité.



COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

OFFRE D’EMPLOI

JOURNALISTE À TEMPS PLEIN

(durée un an - congé de maternité)

Le journal **Le Courrier de la Nouvelle-Écosse** recherche un(e) journaliste à temps plein.

LA FONCTION : Le travail de journaliste consiste à couvrir les événements, réaliser les entrevues, assister à des conférences de presse ainsi qu’à prendre des photos dans le but de rédiger des articles pour le journal.

LA PERSONNE : Vous possédez une formation en journalisme ou de l’expérience en rédaction. Vous maîtrisez parfaitement le français parlé et écrit et vous avez une bonne connaissance de l’anglais parlé et écrit. Vous appréciez le travail avec le public. De plus, vous êtes autonome, débrouillard et dynamique. Votre capacité de jugement et votre esprit de synthèse sont autant de qualités que vous possédez et que nous recherchons.

LES PARTICULARITÉS DU TRAVAIL :

La nature du travail exige une grande disponibilité dans un contexte où les heures des événements à couvrir varient. La personne choisie doit avoir accès à une automobile.

LIEU DE TRAVAIL : La Butte, Nouvelle-Écosse

ENTRÉE EN FONCTION : Avril 2006

DATE LIMITE POUR POSER SA CANDIDATURE : Le 24 février 2006

SALAIRE : À discuter lors de l’embauche

Si vous croyez être en mesure de relever ce défi, faites-nous parvenir votre curriculum vitae à l’adresse suivante : administration@lecourrier.com

Nous ne communiquerons qu’avec les personnes retenues pour une entrevue.

Le Courrier
de la Nouvelle-Écosse
Le seul journal de langue française en Nouvelle-Écosse depuis 1937



OFFRE D’EMPLOI

L’Association de la presse francophone (APF) est à la recherche d’une personne pour combler le poste de :

DIRECTION DES COMMUNICATIONS
ET DES RELATIONS GOUVERNEMENTALES

Responsabilités en représentation politique

- Élaborer et coordonner l’ensemble des activités de démarches politiques pour la presse francophone en milieu minoritaire auprès des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
- Préparation des interventions politiques, rédaction de mémoires, de notes de breffages, de discours, etc.
- Positionner l’association auprès de la fonction publique fédérale, provinciales et territoriales.
- Participation à la concertation de l’APF avec la francophonie, les médias minoritaires et la presse canadienne.

Responsabilités en communications

- Élaboration, implantation et développement continu d’un plan de communication pour l’Association.
- Assurer la promotion de l’image de marque de l’APF et(ou) de la « presse francophone » au niveau pancanadien.
- Relations de presse : rédaction de communiqués, dossiers de presse, etc.
- Réalisation de supports de communication et d’information de l’APF (trousses de promotion, rapport annuel, etc.)

Profil du candidat recherché

- une formation académique pertinente (communications, sciences politiques, etc.);
- un minimum de 5 ans d’expérience dans un domaine connexe
- de l’expérience comme lobbyiste et(ou) dans le milieu associatif serait un atout;
- une bonne maîtrise du français et de l’anglais, écrit et parlé;
- une bonne connaissance de la francophonie canadienne et ses enjeux;
- avoir démontré la capacité de gérer plusieurs mandats;
- être disponible pour se déplacer dans toutes les régions du Canada.

Salaire : selon l’échelle salariale en vigueur
Entrée en fonction : avant la fin mars 2006
Lieu de travail : Ottawa

Faites parvenir votre curriculum vitae avec une lettre de motivation au plus tard **le mercredi 22 février 2006** au :

Directeur général,
Association de la presse francophone,
267, rue Dalhousie, Ottawa (ON) K1N 7E3
Tél. : (613) 241-1017 • Téléc. : (613) 241-6313 • Courriel : dg@apf.ca

CHRONIQUE TNO SANTÉ



Diététiquement trop correct!

Jean de Dieu Tuyishime, coordonnateur
Angélique Ruzindana, rédactrice

La représentation mentale que l'on se fait de son propre corps, à laquelle s'ajoutent les sentiments, les pensées et les jugements qu'il suscite en soi représente notre image corporelle. Une personne insatisfaite de son image **ne va pas aimer** son corps, son poids ou des parties spécifiques de son anatomie (les cheveux, la couleur de sa peau ou les traits de son visage, etc.). Au Canada, nombreuses sont les femmes et les jeunes filles qui éprouvent quelque degré d'insatisfaction à l'égard de leur corps. Certains facteurs sont mis en cause dont :

- l'influence des médias et de la culture populaire;
- le fait d'avoir été victime de violence physique ou d'abus sexuel;
- le fait d'avoir une parenté qui se préoccupe de son poids et suit des régimes d'amaigrissement;
- le fait d'être taquinée, victimisée ou harcelée en raison de sa taille, de son sexe, de la couleur de sa peau ou de ses capacités physiques;
- les transformations du corps à différents stades de la vie, notamment pendant la puberté et la grossesse;
- la participation à des activités on l'on

valorise la minceur : la danse, la gymnastique et la profession de mannequin.

Une femme ou une jeune fille qui a une image corporelle saine est une personne bien dans sa peau et qui a confiance en elle-même. Si elles sont insatisfaites de leurs corps, elles manifestent de la réticence à l'égard des activités physiques, elles sont susceptibles de devenir préoccupées par leur poids et les régimes amaigrissants, elles risquent de souffrir d'un trouble alimentaire comme l'anorexie ou la boulimie, elles perdent parfois de l'intérêt pour les études, et elles peuvent chercher à se causer du tort (consommation de drogues ou de l'alcool, ou encore des pratiques sexuelles risquées avec de multiples partenaires, etc.)

Plusieurs facteurs extérieurs peuvent influencer l'image corporelle; néanmoins, **la famille a un rôle important à jouer en ce qui concerne la relation avec la nourriture et avec le corps**. Encouragez les hommes au sein de votre famille à lire sur cette importante question et à en discuter.

Voici quelques suggestions utiles pour les filles de tous âges pour promouvoir un rapport sain à la nourriture :

- Évitions de faire en sorte que la nourriture serve de récompense ou de punition.
- Apprenons à votre fille à écouter son corps et à faire confiance aux messages qu'il transmet.

- Si elle a faim, il est acceptable de la laisser manger, même si ce n'est pas l'heure du repas.

• Au lieu de nous limiter à étiqueter les aliments selon qu'ils sont bons ou mauvais pour la santé, aidons plutôt nos enfants à comprendre les principes d'une saine alimentation et la valeur nutritive de chaque aliment.

• Donnons à nos enfants l'occasion de faire leurs propres choix en matière d'alimentation.

La prochaine chronique donnera quelques conseils pour promouvoir une image corporelle saine auprès des jeunes et moins jeunes.

Pour de plus amples renseignements sur ceci ou tout autre sujet sur la santé des femmes, veuillez contacter le 1-888-818-9172 ou en ligne à www.cwhn.ca/hir/questions-fr.htm .

La Chronique TNO Santé est préparée par le Réseau TNO Santé en français et se veut un espace d'échanges et de conseils utiles pour nous responsabiliser et nous maintenir en meilleure santé.

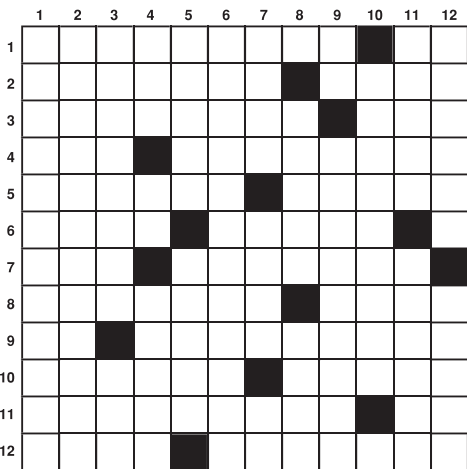
Vous pouvez nous communiquer les sujets en rapport avec la santé qui vous intéressent, il nous fera plaisir d'en traiter davantage avec l'aide des professionnels concernés par les sujets.

L'adresse pour nous joindre:
5016, 48^e Rue, C.P. 1325 Yellowknife NT X1A 2N9
Téléphone : (867) 920-2919, Télécopieur : (867) 873-2158, courriel : santef@franco-nord.com

X MOTS CROISÉS

Les mots croisés de chez nous

PROBLÈME NO 893



HORIZONTALEMENT

- Membres de l'assemblée parlementaire. —Grande Bretagne.
- Études, investigations. —Rude.
- Instruments utilisés par le tisserand pour faire courir le fil. —Roue à gorge.
- Transpire. —Rôdèrent, vagabondèrent.
- Jaunisse. —Poilue.
- Idiot, imbécile. —Émette de la lumière, brille.
- Colère. —Épaisse, lourde, pesante.
- Fatiguera en ennuyant. — Embarras, ennui.
- Doublée. —Révoltent, scandalisent.
- Elle sied, est convenable. —Amplificateur de radiations pouvant émettre des éclairs très intenses de

monochromatique

- en phase.
- Contrarierai, embêterai. —Personnel.
- Existez. —Passais au sas.

VERTICALEMENT

- Rendue quelqu'une sensible à.
- Accorderaient, accompliraient.
- Véhicules qui circulent entre deux points pour assurer la liaison. —Solipède.
- Habitant. —Doublée. —Renflements de certaines veines ou artères.
- Boire en suçant le mamelon. —A exprimé une chose fausse.
- Piquées de lardons.
- Utiliser. —Abimai, élimai. —Sur le tambour.
- Punis. —Il annonce la mort.

- Possessif. —Inclinai, acceptais sans protester.
- Retenues, retranchées, enlevées.
- Se dit des surfaces dont le grain est apparent. —Adversaire.
- Exagérément satisfaites et tranquilles. —Personnes.

RÉPONSE DU NO 892



Horoscope

SEMAINE DU 5 AU 12 FÉVRIER 2006

ANNIVERSAIRES :

- 5 février CHARLOTTE RAMPLING (Verseau-Chien)
6 février FRANÇOIS TRUFFAUT (Verseau-Singe)



Bélier

BÉLIER

Vous vivez une semaine pendant laquelle plusieurs choses du passé ont de l'importance. Vous devez en tenir compte. Cela sera primordial pour vous.



Taureau

TAUREAU

Vous êtes capable de bien vous mettre en évidence. Vos idées sont fulgurantes. C'est très bien ainsi et votre humour rend les autres heureux.



Gémeaux

GÉMEAUX

Semaine pendant laquelle vous ne vous ennuyez pas. Vous êtes capable de travailler d'une manière très saine. Vous en obtiendrez de bons résultats.



Cancer

CANCER

Vous voulez raconter des choses importantes à une personne que vous aimez. Vous arrivez à tout vaincre avec bonheur. Vous vous en sentez très fier.



Lion

LION

Votre imagination est très fertile. Elle vous aide dans votre vie professionnelle. Vous pouvez tout vivre avec paix. Cependant, soyez sûr de ce que vous dites au sujet de vos amours.



Vierge

VIERGE

Semaine qui vous apporte des choses étonnantes. Vous êtes surpris de l'attitude que les autres ont envers vous. Prenez les choses avec moins de ténacité.



Balance

BALANCE

Vous êtes dans une période qui demande que vous sachiez vraiment ce que vous voulez. Cela vous évitera beaucoup de problèmes. La planète Mars vous rend actif dans vos entreprises.



Scorpion

SCORPION

Vous avez besoin d'aller vers ce qu'il y a de meilleur. Vous vivez tout d'une manière personnelle. Votre sens de la justice est très aiguisé.



Sagittaire

SAGITTAIRE

Vous voulez arriver à vivre des choses auxquelles vous pensez depuis des années. Cela sera possible. La planète Jupiter prend beaucoup de valeur dans votre vie, car elle est vraiment liée à votre chance.



Capricorne

CAPRICORNE

Vous ne devez pas trop vous faire de trouble avec des choses du passé. Certaines choses doivent vous servir de tremplin pour avancer vers ce que vous voulez.



Verseau

VERSEAU

Vous avez durant toute la semaine des souvenirs qui vous feront comprendre les raisons pour lesquelles certaines choses sont arrivées. Après, vous vous sentirez beaucoup mieux.



Poissons

POISSONS

Semaine qui vous apprend à être vraiment apte à vivre ce qu'il y a de plus beau. Cessez d'avoir peur et tout deviendra formidable à votre égard.